

en février 1980 à la Conférence de l'UNIDO (Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel) tenue en Inde (New Delhi). À cette occasion, le projet de résolution présenté par le groupe des soixante-dix-sept (lequel regroupe 129 pays) a échoué. Ce projet réaffirmait l'objectif de faire passer la production industrielle du Tiers-Monde de 9% à 25% d'ici l'an 2000. Sa mise en oeuvre aurait nécessité la création d'un Fonds mondial de développement industriel auquel les pays développés auraient fourni \$225 milliards par année. Le Fonds, financé par les pays riches et administré par les pays bénéficiaires, devait se consacrer à l'industrialisation du Tiers-Monde. Le refus des États-Unis a mis fin au projet.

La faille majeure, selon le post-mortem, réside dans l'incapacité des protagonistes du NOEI d'aborder la question de base. En effet, la stratégie reposait sur l'ajustement des appareils productifs du Tiers-Monde de manière à satisfaire la demande externe, ce qui privait du coup les formations sociales démunies d'un développement autocentré. Ce vice majeur reflétait, selon Omo-Fadaka, l'incapacité des classes dirigeantes périphériques, leur inaptitude à assurer sur le plan intérieur une justice sociale, condition préalable à l'établissement d'un ordre économique international plus équitable.

On pourrait développer une autre interprétation en prenant comme point de départ une explication de l'ambivalence des bourgeoises ou classes dirigeantes en pays sous-développés. Comme le fait remarquer A. Aguilar, la bourgeoisie tiers-mondiste n'est pas en mesure, sauf exception, de diriger et de faire triompher l'alternative d'un développement national indépendant mais elle doit, pour fin de légitimation, s'opposer à l'impérialisme. Toute formule de compromis acceptable, c'est-à-dire qui satisfait à certains intérêts de la formation sociale dominée (ou cooptée), trouve preneur.

Ainsi, les houleux débats sur le nouvel ordre international ont permis d'assurer une transition, un certain nombre de changements dans les relations entre formations sociales. La tendance qui se dessine écarte le globalisme (i.e. la discussion de tout en Assemblée Générale) au bénéfice de négociations par petit groupe. Les observateurs de la scène diplomatique ont signalé une recrudescence d'activités fractionnées, lesquelles ont à l'occasion donné de bons résultats. Les percées dans des domaines comme le droit de la mer et le nouvel ordre de l'information semble trahir des attitudes plus flexibles de la part des États. À quand les changements qualitatifs? □